Temps critiques, n° 24
Automne 2026

Sommaire

Éléments pour une critique de l'écologie, Temps critiques

Consciences altérées et société capitalisée, Jacques Guigou

Individu, communauté et société capitalisée, Gzavier & Julien

États-Unis : Bouleversements, obstacles, dérives et résistances, Larry Cohen

Déclin des formes impérialistes et nouvelles formes géopolitiques, Jacques Wajnsztejn

L'effondrement silencieux, art et aura au terme du temps historique, Grégoire & Julien

ISSN : 1635-9356

GRATUIT

Temps critiques

Hors-série

ÉLÉMENTS POUR UNE CRITIQUE DE L'ÉCOLOGIE

Octobre 2026

Temps critiques

site : https://www.tempscritiques.net/

blog : http://blog.tempscritiques.net/

Correspondance postale

Revue *Temps critiques*
11, rue Chavanne
69001 LYON

Correspondance électronique

tempscritiques@free.fr

Abonnement

Écrire en précisant vos nom, prénom et adresse complète.
Pour 1 numéro : 10 euros (port compris)
Pour 2 numéros :
– abonnement simple : 15 € (port compris)
– abonnement de soutien : à partir de 35 €

Chèque à l'ordre de Jacques Wajnsztejn
11, rue Chavanne / 69001 Lyon

« le vivant » ? Car comment prétendre régénérer « le vivant » quand les outils, les aspirations et, de façon générale, les rapports sociaux capitalistes sont conçus pour l'épuiser et où une fois de plus, comme le disait Marx « le mort saisit le vif » ?

Entité politique autonomisée, l'écologie est auto-référente. Se donnant à la fois comme connaissance et comme action, se voulant totalisation du rapport des hommes à la nature extérieure, l'écologie capte à son profit les dimensions non humaines existant encore sur Terre.

Temps critiques, août 2026

collectives sont aujourd'hui « introuvables ». Plus les individus sont « sensibilisés », moins ils agissent ensemble. Pour paraphraser Bookchin, on pourrait dire que sans une politique de la communauté, l'écologie reste un hobby pour classes moyennes.

À ce stade et pour conclure, la question du rapport à la nature extérieure ne peut toutefois pas faire l'économie d'interroger aussi le rapport à la nature intérieure. Et cela suppose de critiquer le processus historique ayant conduit à cette distance psychologique intériorisée par l'homme moderne, qui l'a amené à cette rupture du métabolisme entre l'homme et la nature. En d'autres termes, l'aliénation entre l'humain et la nature était assimilée à une nécessité de domination.

Posons-nous la question sur ce qui anime véritablement l'humanité à l'heure où se fait jour une tension entre la virtualisation croissante des activités, qui dissout les liens matériels et concrets (abstraction des relations avec les smartphones, dématérialisation des biens, déconcentration mentale et cognitive liée à la pratique intensive des écrans) et la nécessité actuelle d'un réancrage écologique et collectif qui exige, au contraire, du tangible, du local, des lieux partagés d'échange et de rencontre. Toute la difficulté réside dans le fait de prendre conscience que la coexistence entre les dimensions immatérielles (qui, par ailleurs, nécessitent beaucoup de matérialité pour fonctionner) ou transhumanistes du capitalisme (notamment avec les juteuses futures applications de l'IA pour dépasser les limites biologiques) et une approche harmonieuse des activités humaines conduit fatalement à une aporie.

La dynamique du capitalisme est fondamentalement instable, chaotique[28], disons-nous. C'est ce qui lui permet cette capacité à être disruptif. C'est par la circulation et les crises qu'il trouve ses mots d'ordre actuels : capitalisation et innovation. Et si cette aporie était finalement le symptôme d'un « système » qui refuse de choisir entre sa propre survie et ce que les postmodernes et aujourd'hui les médias appellent

28 – Cf. *Le cours chaotique de la révolution du capital*, https://www.tempscritiques.net/spip.php?article208

Le rapport à la nature

Tout d'abord, rappelons que pour l'espèce humaine, qui a évolué en se séparant toujours plus de son biotope naturel, la nature est très tôt devenue un rapport et non une immédiateté. Avec cette mise à distance de la nature, pour s'en défendre, pour la maîtriser et l'exploiter, les communautés humaines préhistoriques puis historiques, ont cherché à créer, pour le meilleur et pour le pire, un milieu de vie artificiel[1] qui dépende moins des déterminismes naturels. Groupes nomades ou sédentaires se sont peu à peu, très lentement, avec des arrêts et des retours en arrière, constitués en sociétés, cultures, civilisations, qui s'autonomisaient des strictes dépendances à une nature qui, dès lors, leur devenait extérieure. À la faveur de ce processus global de séparation de la nature, les hommes se sont créé une nature intérieure, ce que l'on nommera plus tard la nature humaine.

Nous n'entreprenons pas ici une énième histoire des rapports des hommes à la nature, nous mettons en avant l'importance des deux concepts ; d'abord d'autonomisation/séparation de la nature extérieure et ensuite celui de rapports à la nature extérieure et à la nature intérieure. Notre critique de l'écologie s'appuie sur ces deux concepts, mais dans une périodisation de l'époque actuelle comme étant celle de « l'achèvement du temps historique », de la fin de ce que Mario Tronti nommait « la grande histoire » et « la grande politique » ; celle de la fin du cycle historique des révolutions dans la modernité ; celle de la société capitalisée[2].

1 – Au sens premier du mot : « Qui est le produit de l'activité, de l'habileté humaine (opposé à naturel) » comme à son sens second, soit « Créé par la vie sociale, la civilisation ». Dict. *Le Robert*.

2 – Voir J. Guigou & J. Wajnsztejn, « Le capital ne réalise pas la philosophie de Hegel », in *Dépassement ou englobement des contradictions. La dialectique revisitée*, L'Harmattan, 2024 ; J. Wajnsztejn, *L'Achèvement du temps historique*. L'Harmattan, 2025 ; M. Tronti, « Politique, histoire, vingtième

La mise en perspective critique de l'opéraïsme conduite par Jacques Wajnsztejn[3] depuis près de 40 ans n'a pas rendu caduque cette définition de la politique, au contraire, elle l'a étendue. C'est aussi celle qui sous-tend son livre *L'Achèvement du temps historique.*

Avançons ici notre hypothèse (aujourd'hui utopique) :

À la faveur d'un retour singulier (et non pas répétitif), mais pour le moment imprévisible de la grande histoire, de la grande politique, ou encore de ce que Frémion et Volny ont nommé « les orgasmes de l'histoire » (Encres, 1980), l'écologie comme forme politique séparée ne pourrait que disparaître, être dissoute, abolie.

Les politiques écologiques actuelles se déclinent de la façon suivante : au niveau du capitalisme du sommet, les politiques libérales misent sur les mécanismes de marché (taxe carbone, quotas d'émissions) et l'innovation technologique pour concilier croissance et durabilité (les conférences climat), tandis qu'au niveau national les approches (normes, interdictions) privilégient l'intervention étatique, mais aussi au niveau européen, pour encadrer les activités polluantes. Les critiques contemporaines de l'écologie sont nombreuses, venant de tous les bords politiques et idéologiques. Nombre de projets et de programmes qui affirment porter « une autre politique » écologique le font dans le cadre du capitalisme vert contemporain. Il s'agit le plus souvent d'une sorte de réforme radicale de l'écologie politique qui peut avoir des aspects positifs pour l'humanité et la planète Terre, mais qui reproduit la substitution de l'écologie au rapport des hommes à la nature, alors que s'affranchir de l'écologie apparaît comme une nécessité historique et dialectique, comme nous allons le voir.

siècle », in *La politique au crépuscule*, Éditions de l'Éclat, 2000 ; J. Guigou & J. Wajnsztejn (dir.), *La société capitalisée*, L'Harmattan, 2014.

3 – J. Wajnsztejn, *L'Opéraïsme italien au crible du temps*, À plus d'un titre, 2021.

tion, irrigation) et les sociétés humaines (sédentarisation, division du travail). Ainsi, le rapport à la nature est ternaire, il implique trois pôles : l'individu, la nature, et la société/culture qui les relie, mais qui est aussi un champ de luttes. C'est toujours un rapport social, dans la mesure où le rapport d'un individu au monde est médié par des structures historiques (langage, technique, État) qui façonnent à la fois l'individu et sa perception de la nature. Toutefois, cette médiation n'efface pas la matérialité de la nature (sa réalité objective qui dépasse les représentations), ni la capacité des individus à transformer ces structures par l'action collective. Comprendre que notre rapport à la nature est social permet de dépasser l'illusion d'une séparation spécifique (relevant de l'espèce) entre l'humain et la nature.

Selon M. Bookchin et sa perspective de l'écologie sociale *(ecology of freedom),* on ne peut comprendre la destruction écologique sans analyser les structures sociales qui la produisent. Restituer cette dimension sociale permet donc de rapprocher l'individu de la nature et de redécouvrir la dépendance réciproque sous-jacente. Le rapport équilibré se trouve dans le fait que les deux s'influencent mutuellement sans être des sujets autonomes.

M. Bookchin théorise cette reconnaissance d'une dépendance réciproque, c'est-à-dire dépendance de l'humain envers la nature pour sa survie, et dépendance de la nature (ou de certaines de ses composantes) envers l'activité humaine pour maintenir un équilibre favorable au vivant ; mais c'est une position discutable anthropocentriste, sociologiste. Il raisonne à partir de présupposés subjectivistes, il reste dépendant des philosophies du sujet. La nature n'est dépendance de rien concernant les hommes et les sociétés. Elle n'a pas d'intention, elle ne cherche pas à « maintenir un équilibre favorable au vivant ». Pour Bookchin, cette reconnaissance devrait nous amener à repenser nos institutions par l'action politique (municipalisme libertaire, autogestion) pour qu'elle reflète cette interdépendance. Or aujourd'hui, la politique du coup par coup et l'anomie réduisent l'action collective à une somme d'initiatives fragmentées sans coordination, à l'image de l'individu moderne. Étant hors du temps historique, de telles initiatives

représente les autres espèces, comme dans le projet de « parlement des choses » de Bruno Latour ou dans la défense de l'intérêt des animaux. Non seulement il n'y a pas de critique par rapport à l'idée de représentation à une époque qui est pourtant celle de la crise de la représentation politique et de ses institutions (abstentionnisme, brouillage des clivages politiques), mais pour les postmodernes il faudrait au contraire aller vers l'extension des institutions de représentation, mais en dehors ou au moins au-delà de ce que furent celles de l'ancienne société civile. D'où l'idée d'un « Parlement des animaux » qui fait référence au concept de « Parlement des choses » imaginé par le philosophe et anthropologue Bruno Latour (notamment développé dans *Politiques de la nature* en 1999 et esquissé dès 1994). Il s'agit d'une institution politique fictive ou idéale visant à donner une voix officielle aux non-humains (animaux, écosystèmes, rivières, climat) dans nos démocraties.

La difficulté à saisir les rapports à la nature extérieure provient d'une part du fait qu'elle implique de quitter l'hypothèse d'un « sujet » dans laquelle l'homme et la nature seraient des sujets qui auraient des droits et des devoirs envers eux-mêmes (hypothèse défendue par Murray Bookchin dans son écologie sociale*).* Pour lui, cette approche (qu'on retrouve avec la *Deep Ecology)* risque de naturaliser les rapports sociaux et de détourner l'attention des vraies causes de la crise écologique : les structures de domination sociales (capitalisme, hiérarchie, État) ; et d'autre part, du fait que les tendances catastrophistes, en recyclant l'idée marxiste de crise finale en dehors de sa problématique (la crise finale chez Marx est celle du capital, ce n'est pas la fin du monde), ne font qu'inverser les rôles : la nature devient un sujet révolutionnaire, et l'humain un objet à transformer (voire à éliminer). Cette inversion ne résout pas le problème de la dialectique brisée, elle le déplace, en remplaçant le déterminisme de Marx par celui d'une possible extinction de l'espèce humaine.

La nature n'est pas seulement extériorisée, mais déjà intériorisée par l'histoire humaine par des millénaires de travail. Dans l'agriculture traditionnelle, le paysan modifie le sol. Le sol nourrit le paysan. L'invention de l'agriculture a transformé les écosystèmes (déforesta-

Les critiques des politiques écologiques existantes qui se veulent radicales ne se démarquent pas vraiment des positions alternatives circulant dans les courants anticapitalistes et écosocialistes de gauche, d'extrême gauche et anarchistes, comme Attac, le NPA, les Autonomes, Les Soulèvements de la Terre, les ZAD, des libertaires, les autogestionnaires, les critiques du GIEC, etc.

Autrement dit, un écologisme politique plus radical, visant à démocratiser, réformer et socialiser l'écologie, n'est pas à dénigrer ou à écarter avec une position en surplomb, mais ce n'est pas notre perspective, car tout ce que nous pouvons faire aujourd'hui sur ce terrain politique et théorique, c'est la critique de l'écologie comme forme politique autonomisée du rapport à la nature extérieure.

LE PROCESSUS D'AUTONOMISATION

Ce processus historique et politique de l'autonomisation par rapport à la nature extérieure est relativement ancien. À la fin du XIX^e^ siècle et au début du XX^e^, il a pris les formes diverses des « retours à la nature ». C'est par exemple le cas des anarchistes naturiens et crudivégétariens[4] qui renversent le rapport à la nature extérieure.

En Allemagne, dans les toutes dernières années du XIX^e^, puis jusqu'aux années 1930, sous l'impulsion de lycéens et d'étudiants, émerge le mouvement des *Wandervogel* (l'oiseau migrateur). Anti-industriels, anti-urbains, anti-bourgeois, naturalistes et naturistes, ils refusent l'encadrement des adultes, ils « fuient » dans les campagnes et les forêts en quête d'une identité germanique pure autant que mythifiée qui est liée à la nature authentique.

Aux États-Unis, dans les années 1960, le mouvement des hippies, du *Flower Power* et de la contre-culture reprendra la philosophie de vie des

4 – Dans les années 1990, la revue *Invariance* a été la seule à présenter dans les détails les courants anarchistes naturiens dans deux numéros en suppléments. *Invariance,* série IV, supplément au n° 9 juillet 1993 et *Invariance,* série IV supplément au n° 9, janvier 1994.

Wandervogel. Comme ces derniers, ils vivent dans la marginalité : ils sont anti-matérialistes, ils rejettent l'éducation bourgeoise et ses institutions, ils adoptent des modes vestimentaires simples et pratiquent les musiques folks, l'autogestion, etc. La nature est perçue comme régénératrice car elle permet une sorte de guérison des pathologies de la civilisation. Leurs conceptions de la nature extérieure sont de type fusionnel, sacralisé et cosmique. De fait, il n'y a plus de rapport, plus de médiation, il y a retour à l'immédiateté, exigence d'immanence.

C'est aussi la position des courants de l'écologie profonde (*deep ecology, Earth First),* qui contestent la place supérieure et séparée des hommes dans la chaîne du vivant. La nature est un tout organique et biologique où le non-vivant et le vivant sont interdépendants. Les hommes ne sont plus dans un rapport médié à la nature extérieure, ils font partie du vivant au même titre que les autres êtres vivants.

Les Wandervogel et les hippies se situaient encore dans l'époque de la société bourgeoise avec ses divisions politiques, sociales et culturelles, ce qui leur permettaient de se démarquer, d'essayer de rester à la périphérie des rapports sociaux du capital. Après 68, cette distanciation devient impossible ; les contradictions sont englobées.

Avec les « libérations », les particularismes et les autonomies, la fin de la société du travail, la fin de la dialectique des classes, etc. l'autonomisation du rapport à la nature extérieure s'est accélérée et généralisée sous une forme ou une marque écologiste sans référence à des courants politiques précis sur l'échiquier politique traditionnel. C'était somme toute logique si on regarde son développement historique et son origine marquée à droite, par exemple en Allemagne depuis le XIX^e^ siècle, mais aussi du côté libertaire et socialiste, mélange de critique du progrès, de la machine, etc. Ce mouvement est né hors de tout contrôle partisan et notamment hors de la social-démocratie, qui, en Allemagne, était au pouvoir et promouvait le nucléaire civil. Il a attiré un mélange de déçus du gauchisme marxiste-léniniste, de courants spontanéistes issus de l'après 1968 et de simples citoyens inquiets pour leur territoire (mouvement anti-nucléaire), avant de se scinder, une fraction basculant dans le mouvement autonome, l'autre conver-

et nous transformant dans l'histoire. Comme le dit Jacques Wajnsztejn dans son livre, *L'Achèvement du temps historique*, « en rompant le rapport à la nature (la nature comprise comme matrice productive de nouveaux milieux incluant l'activité humaine et la réciprocité) et en l'extériorisant comme présupposé de la démarche scientifique, le capital a rendu historique la nature comme un environnement qu'il s'agit d'aménager. C'est ainsi que se sont posées les bases de la domination via son développement techno industriel sans que l'homme y soit inclus. Pourtant, avec la révolution du capital et la tendance vers la société capitalisée, il n'est plus possible de s'en tenir à l'idée de nature extérieure qui pourrait être détruite et qu'il faudrait sauver en dehors de toute recherche d'une transformation s'appuyant sur le métabolisme homme/nature[26] ».

« Et cela commence donc par réintroduire l'aventure humaine comme faisant partie du "vivant" qui ne nous fait pas face parce que nous en sommes un élément. En effet, l'humain n'est pas un virus sur un corps sain. Cette dernière vision est justement la négation de tout métabolisme homme/nature, de dépendance réciproque. En effet, si l'homme développe son activité et travail en exploitant les matières premières que la nature "met à disposition", la terre travaille également : le travail tellurique, la photosynthèse, le cycle de l'eau, la pollinisation. Tout un travail de rééquilibrage et de régénération que la théorie économique et sa critique ne tiennent pas ». La nature est créatrice de richesse, mais sous forme de valeurs d'usage. « C'est ce métabolisme que le capital tend à vouloir anéantir dans la fusion des deux procès (procès de valorisation et procès de travail) et dont la synthèse se fait jour à notre niveau dans l'expression : transition écologique[27] ».

L'espèce humaine est une espèce animale, mais c'est la seule qui peut poser son rapport à la nature en le réfléchissant. Ce rejet conduit les tenants de la démocratie biosphérique à vouloir que l'espèce humaine

26 – Cf. J. Wajnsztejn, *L'Achèvement... op. cit.,* p. 199-200.
27 – *Ibid*., p. 201.

les systèmes naturels ont des seuils et leur dépassement entraîne des déséquilibres parfois irréversibles[24].

Aujourd'hui, ce même paradoxe moderne persiste : après avoir cru pouvoir dominer la nature, l'humanité cherche désespérément des solutions technologiques (géo-ingénierie, capture de CO_2) pour réparer les dégâts… mais surtout pour sauver sa propre peau. Cette quête effrénée de contrôle, loin de nous rapprocher d'un équilibre, ne fait que pérenniser le problème et la fuite en avant se poursuit. Hartmut Rosa la décrit comme une accélération à trois niveaux[25] (accroissement de l'innovation technique, changements sociaux plus fréquents, rythmes de vie effrénés) qui enferme l'humanité dans une boucle autoalimentée : chaque niveau d'accélération entretient les autres.

Par exemple, l'innovation technologique (objets connectés, réseaux électriques intelligents, IA) impose de nouveaux rythmes sociaux, qui à leur tour exigent toujours plus de solutions technologiques. Plus l'humanité accepte ces horloges, plus elle perd de vue la temporalité et le sens vécu de ce qui l'entoure. La perte de résonance, cette relation de réponse mutuelle avec le monde dont parle également Rosa est partout frappante, entraînant dépression, crise existentielle et troubles affectifs particulièrement significatifs de notre monde capitalisé.

L'ÉCOLOGIE : L'IDÉOLOGIE D'UNE NATURE AUTO-RÉFÉRENTE ?

Si Marx a pu dire que « le mort saisit le vif », dans un sens déterminé par les rapports de production, cette approche est désormais évacuée dans une opposition domination/soumission par le postmodernisme. On est donc en réalité loin de sa dialectique d'une nature transformée

24 – Par exemple, la disparition de biotope entraînant l'extinction de la faune et de la flore. Concernant le trou dans la couche d'ozone, grâce au protocole de Montréal en 1987, qui a interdit la production de ces substances (CFC), le trou a commencé à se résorber et devrait l'être totalement d'ici 2040 à 2066.

25 – Hartmut Rosa, *Accélération : une critique sociale du temps*, Éd. La Découverte, 2010.

geant, plus tard, à partir des années 1980-1990, vers une intégration à la social-démocratie.

Une phase relativement courte qui se termine par l'institutionnalisation du mouvement écologiste, non seulement au sein des partis politiques du même nom, mais en tant que discours du capital à ressortir au moment opportun et au niveau de l'hypercapitalisme. D'où cette impression que l'écologie est politique (l'écologie politique) comme l'économie l'est devenue (économie politique), mais en même temps que l'écologie manque de politique ou d'un sens politique.

LA DÉRIVE CONCEPTUELLE

Il est un mot emblématique de l'autonomisation de l'écologie : l'environnement. Emprunté à l'américain *environment*, véritable mot passe-partout, généralisé dans la seconde moitié du XX^e^ siècle, il prend le sens d'« ensemble des conditions naturelles et culturelles qui peuvent agir sur les organismes vivants et les activités humaines » (*Le Robert*). Une définition qui substitue la nature extérieure, en tant que telle, à des dispositifs dépendants et interactifs avec les activités humaines. Avec la notion d'environnement, il n'y a plus de nature extérieure indépendante des activités humaines. Les références à une « nature sauvage » toujours plus résiduelle n'étant là que pour légitimer l'englobement de la nature extérieure dans l'écologie.

Au XIX^e^ siècle, la nature extérieure existait encore aux yeux du géographe libertaire Élisée Reclus, qui parlait de « milieu naturel ». Cette notion de milieu marquait l'existence d'une réalité naturelle indépendante des activités humaines. L'écologie et l'environnement ont effacé les milieux naturels, qui ont disparu des lexiques et des vocabulaires relatifs à l'ex-nature extérieure. Ainsi, dans le « Glossaire de l'environnement et de l'écologie » (Wikipédia), qui comporte près d'un millier de mots, le mot « nature » n'apparaît pas.

P. Juignet, dans son texte « Environnement plutôt que nature » (*Philosophie, Science et Société*, 2025), comme tant d'autres philosophes des sciences, argumente, lui aussi, pour l'approche environnementaliste, car, dit-il, la notion de « nature » est « métaphysique ».

Ce qui subsiste dans le monde comme traces ou formes de nature extérieure est devenu souci écologique ; c'est l'affaire de l'écologie, mais pas de l'écologie comme objectif politique parmi d'autres parce que l'élément qui s'est autonomisé est devenu le tout. Le triomphe de l'écologie à travers le capitalisme vert ou les préoccupations actuelles sur le climat a paradoxalement liquidé la question d'une politique verte et diffusée à l'intérieur de toutes les forces sociales, y compris au sein des fractions du capital. D'où l'impression d'une écologie omniprésente mais nulle part tangible ; d'une économie sans politique.

MAINTENIR UN POINT DE VUE CRITIQUE

Critiquer l'écologie comme le processus historique et politique d'autonomisation du rapport à la nature extérieure ne signifie pas pour autant verser dans un naturalisme ; pas davantage nous rallier aux courants politiques, religieux, conservateurs, traditionalistes ou strictement anthropocentristes qui s'opposent à l'écologie à divers titres et selon des positions d'ailleurs hétérogènes. Moins encore faire nôtres les critiques de type technologique et « accélérationniste » qui pensent que la puissance scientifique et technique (GAFAM, IA, transhumanisme, etc.) et l'ingéniosité humaine trouveront les moyens de résoudre les problèmes posés par les crises du rapport des humains à la nature extérieure.

Ainsi, nous ne sommes pas restés indifférents aux conflits qui, en France, se manifestent sur ce terrain, qu'il s'agisse des oppositions aux mégabassines et à l'achèvement de l'autoroute A69 ou le mouvement no-TAV ou encore des luttes contre le productivisme agricole. Dans la suite de ce texte, nous revenons sur ces questions.

ÉTAT, DÉVELOPPEMENT DURABLE ET « BIENS COMMUNS »

C'est parce que les pouvoirs en place et la plupart des courants écologistes ont reposé les problèmes en termes de séparation et de domination qu'il n'y a au mieux qu'une petite politique appuyée sur des rapports de pouvoir entre fractions du capital et puissances, quitte à s'appuyer, comme justification scientifique, sur une expertise le plus souvent « intéressée ». La notion même de « transition » est emblé-

Les climats, et non pas « le climat », qui tout à coup surgit tel un concept[21], évoluent, et les sociétés humaines en ont été à la fois partie prenante et obligées de s'y adapter pendant des millénaires. Aujourd'hui, les limites et les échecs des politiques climatiques ont pour cause non pas le fait que le changement climatique existe, mais parce qu'il est trop rapide pour les infrastructures et les modes de vie promus partout dans le monde auxquels tant de gens sont attachés et dont la politique de développement économique, cause première, devrait être encore amplifiée par l'accélération technologique.

Cette croyance en la maîtrise technologique, déjà présente dans les années 1970, s'est illustrée par des erreurs retentissantes. Certains écologues, inspirés par une vision cybernétique de la Terre (comme l'hypothèse Gaïa de James Lovelock), niaient alors le rôle des gaz CFC (chlorofluorocarbures) abondamment utilisés dans l'industrie dans la destruction de la couche d'ozone, affirmant que les écosystèmes parviendraient à absorber ces perturbations[22]. S'appuyant sur une interprétation réductrice des lois de la thermodynamique, ils prétendaient que la nature finirait par s'autoréguler par les boucles de rétroaction[23]. Pourtant, dès 1974, les travaux de Molina et Rowland avaient alerté sur ces dangers avant que la découverte du trou dans la couche d'ozone (confirmé dans les années 1980) ne révèle l'aveuglement de ces théories :

21 – Jusqu'à la fin du XX^{e} siècle, l'idée d'un climat global planétaire n'existe pas ; on parle par exemple de climat méditerranéen ou de climat tropical. Nul doute que le tropisme « globalisation » a joué son rôle dans l'affaire.

22 – T. Jodarewski, *Deux écologies irréconciliables, accompagner le développement industriel ou le combattre ?* Éd. La Lenteur, 2026

23 – Une boucle de rétroaction (ou *feedback loop*) est un processus circulaire dans lequel les résultats ou les effets d'une action reviennent influencer et modifier la cause initiale. Une boucle de rétroaction négative, par exemple, stabilise le système en s'opposant au changement. Si elle est positive, au contraire, elle l'amplifie.

l'optique économiciste de la rareté. Or la rareté est en grande partie sociale, fonction du marché et de l'état des techniques, comme le montrent les thèses « solutionnistes » sur le climat et l'environnement.

Sur la question des ONG et des groupes militants « pour le climat », certains comme *Extinction Rebellion* se présentent parfois comme l'avant-garde éclairée, mais ne font souvent que répéter, à la manière d'apôtres ou de combattants, le « catéchisme » des experts et scientifiques comme le GIEC, réduit à une simple chambre d'enregistrement. « Il fait son travail » nous dit Franck, ancien activiste d'*Extinction Rebellion*[20]. Ce qui en soi n'est pas faux, mais où se trouve interrogée la portée politique de ces conclusions ? Pourtant, le GIEC lui-même évolue, au moins dans son discours, puisqu'il est passé du « réchauffement climatique », une question de température, au « dérèglement climatique », qui permet de mieux mettre en avant le fait qu'il serait produit de l'extérieur par l'activité humaine. Avoir comme stratégie de sensibiliser à l'urgence climatique par des actions de désobéissance civile n'a guère porté ses fruits dans les institutions jusque-là (actions de blocage des JO, tableaux aspergés de soupes dans des musées, militants enchaînés à divers bâtiments symboliques). Ses coups d'éclat, malgré leur forte médiatisation par rapport à leur importance réelle, n'ont pas suffi à ébranler des États qui disent pourtant soutenir la révolte de la jeunesse-climat tant qu'elle reste dans le respect de la légalité et des institutions. Mais pour les plus « féroces » comme celle de la lutte à Sivens ou celle organisée par Les Soulèvements de la Terre contre les grandes bassines (qualifiés d'éco-terroristes), la réponse de l'État, c'est répression et criminalisation.

20 – https://www.novethic.fr/actualite/environnement/climat/isr-rse/giec-un-modele-a-bout-de-souffle-151411.html

matique de cette volonté de ne pas prendre les choses à la racine et d'une volonté de s'adapter avec le moins de conflits possible (conférences sur le climat) et sans transformation des rapports de pouvoir. Juste une adaptation, dans laquelle on remplace les voitures par des bacs à plantes, et les inégalités par des « politiques publiques d'encouragement ». Par exemple, l'État, dans sa logique de développement durable, soutien des démarches telles que la redirection écologique (Monnin) ou des stratégies telles que l'ERC (éviter, réduire, compenser). Cette dernière se présente pour tout projet sous la forme d'une évaluation de la dégradation écologique qui mesure les impacts négatifs (vis-à-vis de la biodiversité, la pollution de l'air, la gestion de l'eau, du sol, le bruit ou la santé des populations) et le coût de sa réparation ou des compensations financières pour les victimes.

En effet, comme il n'existe pas de prix de marché pour les éléments naturels, on mesure le manque à gagner dû à la diminution consécutive à la destruction occasionnée[5]. Cette méthode, bien hasardeuse, ne rend compte ni de leur valeur réelle ni de leur caractère irremplaçable.

Il est vrai que tout cela porte à confusion, par exemple quand l'aile gauche du capital parle en termes de « communs » ou de « biens communs ; en effet, la notion de « biens communs » est communément utilisée pour désigner l'air, l'eau, etc. Or, cette notion est déjà une étatisation de la nature extérieure puisqu'elle se réfère à la catégorie juridico-économique de « bien ». C'est d'ailleurs ainsi qu'elle est définie par les dictionnaires : Biens = choses matérielles qui font l'objet d'une appropriation publique ou privée. L'histoire de la mise en place des parcs d'éoliennes sur terre et sur mer en est un exemple type. Les fortes capitalisations, les spéculations, les surenchères, les corruptions dans l'économie des ressources renouvelables montrent, s'il le fallait, que les

5 – J.-M. Harribey (2022). « L'écologie politique entre fiction et réalité sociale » *France.attac.org,* n° 32. https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-32-ete-2022/debats/article/l-ecologie-politique-entre-fiction-et-realite-sociale

« biens communs » ont beaucoup de valeur au sens capitaliste du terme.

Les ressources naturelles réduites à un stock

Dire que l'eau par exemple, indispensable à la vie, a une valeur économique intrinsèque est erroné. La nature n'est pas le produit du travail humain et sa valeur ne relève pas de l'économie, mais de la politique (voire de la philosophie).

La valeur des ressources naturelles ne relève pas des théories économiques de la valeur, y compris celle de Marx et des marxistes avec la distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange, puisqu'elle est entièrement articulée sur l'exploitation de la force de travail, source du profit, en négligeant tout ce qui lui est exogène. Pour cette théorie de la valeur comme pour l'économie classique, la nature est comme morte. Il n'y a que les physiocrates qui y font objection.

Aujourd'hui, attribuer une valeur économique aux éléments naturels pour lutter contre le changement climatique conduit nécessairement à financiariser la nature (marchés carbone) ou à l'assimiler à un stock de ressources (logique extractiviste). Mais n'oublions pas qu'à la période antique, l'industrie romaine a dévasté des forêts entières pour construire ses navires et a militarisé le travail (des esclaves) pour l'occupation de la monumentalité urbaine impériale, bien antérieure à la bourgeoisie et au capitalisme[6]. Même si cette valorisation pourrait

6 – Ce qui ne faisait pas des Romains de simples barbares, ainsi que le montre l'empereur stoïcien Marc Aurèle, par exemple, qui inscrit une véritable éthique du rapport à la nature. Chez lui, l'observation de la nature et l'évocation des montagnes ne visent pas une contemplation esthétique ou romantique de l'infini, mais un exercice spirituel de décentrement. L'immensité physique sert à mesurer la petitesse humaine pour dissoudre l'angoisse et l'ego, révélant un infini du temps et de l'espace nommé la « grandeur d'âme ». Cette reliaison non pas mystique, mais pratique et éthique est précisément ce que l'écologie sociale appelle de ses vœux *:* retrou-

parallèle à la prétendue maîtrise de la nature extérieure qui a été, malgré tout, un puissant moyen de développement des sociétés bourgeoises puis des sociétés capitalisées. Un puissant moyen de développement qui a été une réalité historique et politique depuis les Lumières, puis les progressismes de droite comme de gauche, les politiques de croissance, etc.

Il s'agit de repenser notre rapport à la nature extérieure en termes de limites, mais sans l'idéologiser comme une décroissance contre-dépendante des politiques de croissance, qui sont définies par les capitalistes eux-mêmes et leurs économistes ou experts.

J. Baudrillard, dès 1970 dans son livre *La société de consommation*[17], puis Dominique Méda dans les années 1980-2000, pourfendront cette croyance en une toute-puissance du PIB comme principal indicateur de croissance, celle-ci étant assimilée à la richesse. Une fois de plus, nous pouvons constater qu'il n'y a pas de plan du capital. Sa labilité et sa fluidité lui permettent à la fois de tirer la sonnette d'alarme et d'essayer de dépasser toutes les limites (limites biologiques avec le transhumanisme et l'espérance de vie prolongée, et limites terrestres avec les projets de colonies sur la Lune ou Mars de SpaceX.

À la fin du XX^e^ siècle, on parlait des limites internes du capital, à savoir la contradiction de la croissance des forces productives (publiques) sur les bases limitées des rapports de production et de propriété « privée », tandis qu'aujourd'hui on parle de limites externes : la planète en danger, mais dans les deux cas on reste dans la séparation[18]. Arnaud Orain parle, lui, du « capitalisme de la finitude[19] » parce qu'il reste sur

partir de la nature, mais reproduire la nature que les hommes auront partiellement détruite.

17 – Jean Baudrillard, *La société de consommation*, Gallimard, 1968, coll. « Idées », 1974, p. 41 à 48.

18 – *Ibid.*, p. 202.

19 – Arnaud Orain, *Le monde confisqué, essai sur le capitalisme de la finitude (XVI^e^-XXI^e^ siècle),* Éditions Flammarion, 2025.

Dans ce contexte, pourquoi nous semble-t-il important de critiquer l'écologie comme autonomisation d'une forme politique ?

D'abord pour écarter d'emblée l'impasse que représente la polarisation actuelle, avec d'un côté les tenants de l'urgence climatique et de l'autre les climatosceptiques. Chacun défendant sa position sans jamais interroger ses propres présupposés idéologiques et/ou scientistes[15]. Malgré l'opposition des positions, elles ont un point commun qui est celui de la séparation, d'une nature extériorisée qu'on a le droit ou pas de dominer, mais dans les deux cas, le rapport à la nature extérieure reste appréhendé en termes de domination ou de soumission.

Plus les sols sont artificialisés, plus les sociétés reposent sur des réseaux technologiques (90 % des infrastructures vitales des sociétés modernes dépendent aujourd'hui de l'électricité), plus la vulnérabilité face aux aléas climatiques s'accroît. Si on regarde les sociétés préindustrielles, bien qu'autant vulnérables aux intempéries, elles s'avéraient davantage capables de réagir, et pour cause : une concentration urbaine faible, des sols perméables et une relative autonomie énergétique et alimentaire, ce qui n'éloignait pas pour autant du spectre de la faim qui a depuis été globalement repoussé aux marges géopolitiques des guerres interethniques, motivées en partie par le captage des richesses. Cette dépendance aux technologies de l'information et le connexionnisme généralisé qui s'ensuit (comme l'a montré la panne de courant au Texas en février 2021, qui priva d'électricité 4,5 millions de foyers et d'entreprises) révèlent une limite technique et économique de la maîtrise des « systèmes », c'est-à-dire de la « seconde nature[16] », postérieure, mais

15 – Le GIEC, beaucoup plus que le rapport Meadows du Club de Rome, est informé par la grande importance donnée à ses prévisions reposant sur la modélisation sur le principe du « toutes choses égales par ailleurs », dont on connaît les ravages qu'elle a produit dans le domaine économique.

16 – Cf. J. Wajnsztejn, *L'Achèvement… op. cit.*, p. 199, note 137 : « Chez Marx, le statut de la nature change entre la vision feuerbachienne de la mère Nature des *Manuscrits de 1844* et celle des *Grundrisse* dans laquelle le développement industriel et technologique crée une seconde nature. Non plus produire à

aussi révéler les coûts occultés (externalités) ou aller jusqu'à créer des droits (statuts juridiques pour les écosystèmes), en fin de compte, nous ne sortons jamais de l'écueil de « solutions » capitalistiques en réponse aux problèmes ou dysfonctionnements qu'engendre la reproduction des rapports sociaux capitalistes[7].

Mais pour revenir au bien naturel qu'est l'eau, hormis en France[8], si on parle du coût de son acheminement, de son assainissement ou de sa distribution, il ne se fixe pas par le marché, mais par un prix politique, qui intègre des exigences de préservation et de partage collectif. D'ailleurs, en se concentrant sur la production et sa répartition, cette approche ignore le travail. Sans implication des salariés, ceux-ci restent cantonnés à un rôle d'exécutant laissant l'opérationnel aux « experts » du changement climatique et de la perte de biodiversité. Façon de dépolitiser les enjeux réduits à une question technique ou comptable. Cela dit, un prix politique est certes fixé sans lien immédiat avec un marché, mais il reste un prix et donc relève malgré tout de la comptabilité nationale (subventions aux communes, etc.) et des flux financiers globaux.

Pourtant, l'exploitation des travailleurs et la destruction de la nature étaient à l'origine des mouvements socialistes les deux faces d'un même combat. Dès le XIXe siècle, des penseurs comme William Morris (socia-

ver, par la critique des rapports de domination, une place humble et responsable au sein du vivant.

7 – Sur ce point, nous renvoyant au texte de Mohand, publié dans le numéro 22 de *Temps critiques* sous le titre « Bifurcation dans la civilisation du capital II ». Ce texte offre une analyse critique de l'écologie politique contemporaine en dénonçant l'illusion réformiste qui ne fait que légitimer et perpétuer la civilisation du capital. https://www.tempscritiques.net/spip.php?article541

8 – Toutefois, la France a la particularité d'avoir délégué depuis des décennies le service public de l'eau et de son assainissement à des opérateurs privés. https://multinationales.org/fr/enquetes/villes-contre-multinationales/adieu-a-la-privatisation-paris-grenoble-et-le-combat-inacheve-de-la.

liste anglais et artisan) ou les *Narodniki* russes dénonçaient l'industrialisation capitaliste qui détruisait des écosystèmes et aliénait paysans et artisans. Pour eux, la propriété collective des terres (mir russe, communes villageoises) était à la fois un rempart contre l'exploitation capitaliste et un moyen de préserver les équilibres naturels, car les paysans, dépendants de la terre, en avaient une connaissance intime et durable. Aux États-Unis, le syndicat des Travailleurs industriels du monde (IWW) liait lutte des classes et écologie. Leur journal, *Industrial Worker*, dénonçait dès 1910 les maladies des mineurs (silicose) et la destruction des forêts par les grandes compagnies capitalistes. Pour eux, la propriété capitaliste était la racine commune de l'exploitation humaine et de la surexploitation de la nature[9]. Tous ces premiers mouvements s'attachaient à reconquérir le sens vécu qui attache l'individu à son milieu.

L'ÉCOLOGIE : LA MAINMISE DES EXPERTS

Pour A. Gorz, l'écologie est d'abord un projet politique qui vient combler le vide de son adieu au prolétariat. Il n'empêche que son argumentation mérite attention. Pour lui, elle doit libérer l'individu de deux carcans imposés par la rationalité capitaliste : l'emprise de la logique technologique et de l'innovation perpétuelle, qui transforment les aspirations humaines en nécessités artificielles. Sa théorie critique des besoins révèle ce paradoxe : dans une société d'abondance, le capitalisme ne comble pas les manques, il en crée de nouveaux. Sous couvert de progrès, la rationalité technologique capte les désirs et oriente les individus vers des objectifs qui ne servent en réalité que les impératifs du système productif. Ainsi, ce qui est présenté comme une liberté de choix n'est qu'une dépossession du monde vécu. Les besoins, détournés de leur sens originel, deviennent les rouages d'une aliénation renouvelée.

9 – « Le capitalisme ne détruit pas seulement les travailleurs, il détruit aussi les conditions mêmes de leur reproduction, l'air, l'eau, la terre. » Extrait d'un tract de l'IWW (1912).

d'envoyer le message catastrophiste, aux dirigeants d'entreprises et aux dirigeants politiques d'envoyer celui de la fatalité.

Ces stratégies poursuivent la logique de séparation entre l'humain et la nature et non bien sûr l'analyse du rapport des hommes à la nature.

Remarquons ici que ce n'est pas « la science » qui opère cette normalisation, mais les experts qui manipulent les résultats des sciences fondamentales. Des scientifiques s'expriment en tant qu'individus politiques ordinaires, en utilisant plus ou moins les résultats des laboratoires auxquels ils appartiennent. Par exemple, des scientifiques critiquent les méthodologies utilisées par les experts du GIEC et suggèrent des conséquences différentes.

Dans ces dispositifs de supposée « démocratisation » des décisions politiques, les individus sont exclus puisque les informations jugées légitimes et faisant consensus sont filtrées par le haut (les experts, les gouvernements). Alors même si des GREC (Groupements régionaux d'experts sur le climat, version locale du GIEC) se développent dans diverses régions afin de transposer les connaissances internationales dans le but de s'adapter aux particularités territoriales et médiatiser leurs travaux auprès des populations locales, le fonctionnement demeure toujours le même (des experts financés par des élus et décideurs locaux[14]). Alors qu'à chaque niveau des structures de domination tendent à prédominer la transversalité et les réseaux, la hiérarchisation entre niveaux subsiste et il n'y a pas de transcription politique du « grand débat ». Le « citoyennisme » du début des années 2000 (l'« Indignez-vous » de S. Hessel), qui croyait encore à l'institution et s'adressait à elle, a été rendu caduc par la résorption de celle-ci avec la crise de l'État dans sa forme nation. Au mieux, il ne reste plus que des gestes citoyens.

14 – Cf. https://www.lesechos.fr/weekend/planete/connaissez-vous-les-grec-ces-comites-locaux-dexperts-du-climat-2167215

quant aux éléments à y faire figurer. Et pour cause : cet organisme est financé par les pouvoirs politiques et des fractions non négligeables du capital comme l'étaient d'ailleurs les travaux du Club de Rome en 1972[12]. Le résumé du GIEC exprime donc des tendances globales, des sources sectorielles (énergie, industrie, transport, agriculture) et les responsabilités collectives des États et des modes de production et de consommation qu'ils pilotent, sans désigner nommément d'acteurs spécifiques. Il évite donc de fâcher qui que ce soit, ce qui reviendrait à pointer, par exemple, les 100 entreprises responsables de 71 % des émissions mondiales depuis 1988 (CDP, 2017[13]).

On est quand même dans la situation ubuesque de fractions dirigeantes (économiques, politiques, culturelles et médiatiques) qui réalisent l'exploit de s'indigner de la situation qu'elles ont elles-mêmes créée. Il faut souligner l'influence particulière des médias sur cette question, puisque ce sont eux qui se chargent de la transmission de l'esprit de catastrophe dans lequel baigne l'« urgence climatique ». Il y a comme une sorte de division du travail au niveau du capitalisme du sommet : aux médias et collapsologues ou tenants de l'anthropocène

12 – D'ailleurs, sur ce point, le rapport Meadows du Club de Rome (1972) anticipait une crise de pénurie des ressources (alimentaires, énergétiques), devant conduire à des famines massives et à une aggravation de la pauvreté. Or, aujourd'hui, le GIEC met en garde contre un problème inverse : ce n'est plus la rareté des ressources qui pose problème, mais leur surexploitation, responsable du dérèglement climatique (extractivisme). Ainsi, en un demi-siècle, la donne a changé : nous sommes passés d'une limite au développement économique (crainte de manquer) à une déstabilisation environnementale causée par ce même développement, dans un contexte où la globalisation a pourtant réduit la pauvreté matérielle à l'échelle mondiale.

13 – Il s'agit du rapport de l'ONG *Carbon Disclosure Project* (CDP) réalisé en collaboration avec le *Climate Accountability Institute* (CAI). Il s'appuie sur des données publiques s'étendant de 1988 à 2015. https://bonpote.com/100-entreprises-sont-elles-responsables-de-71-des-emissions/

Dès les années 1970, André Gorz décrit comment la dépolitisation de l'écologie s'exerce par sa subordination aux experts de toute sorte au travers de signaux comme la « catastrophe climatique ». Là où les premiers mouvements écologistes visaient moins à protéger la nature en soi qu'à défendre le monde vécu, l'écologie qu'il appelle expertocratique soumet les individus à des contraintes extérieures qui régulent leurs activités[10]. Nous retrouvons ici une logique gestionnaire où l'écologie se manifeste comme un outil de contrôle social et où l'individu est sommé de s'adapter à des normes extérieures (gestes citoyens) sans pouvoir en questionner les fondements. Cette hétérogénéité des normes écologiques (taxes carbone décrétées par le gouvernement sur le conseil des experts, interdiction de certains véhicules en ville, incitation au tri des poubelles sans réflexion sur les incinérateurs, diagnostic de performance énergétique des logements qui hiérarchise les biens immobiliers selon des critères élitistes, etc.) permet difficilement à l'individu moyen de comprendre et de saisir les enjeux et d'éventuellement revendiquer une discussion autour de ces enjeux.

Et on a pu voir l'État impulser lui-même un « grand débat » auprès de citoyens volontaires dont les propositions ont rejoint finalement les poubelles. Cela a constitué une contre-tendance ou un pare-feu au mouvement des Gilets jaunes, déclenché en 2018 par une fiscalité écologique perçue comme arbitraire et injuste, car même si elle était générale, elle touchait beaucoup plus les personnes contraintes de par leurs conditions de vie à utiliser leur véhicule tous les jours. Ce sont ces conditions de vie qui ont été méprisées par les pouvoirs en place et stigmatisées comme « ringardes et polluantes », alors que le grand débat était proposé aux individus responsables des classes moyennes, celles qui servent de passerelle pour la transmission des nouvelles normes diffusées dans des lieux de commerce ou d'échange dits bio ou alternatif et des « tiers lieux » qui, sans le formuler à proprement parler ainsi, vont

10 – André Gorz, *Écologie et Politique*, Paris, Le Seuil, 1978.

dans le sens de l'État-réseau et du capitalisme, qui s'accommode de tout, y compris de la création de lieux alternatifs, de circuits courts, etc.

Dans les lieux que nous évoquons, c'est la morale et le comportement individuel qui dominent. De la même façon qu'on essaie de rendre le chômeur responsable de sa propre situation, chacun serait responsable de sa part de pollution et de destruction de la planète, alors que toutes les statistiques montrent que si les pauvres n'ont pas forcément individuellement les comportements appropriés définis par les normes écologiques, collectivement ce sont les entreprises, les États et les riches qui polluent le plus et à qui on demande le moins.

Tout serait question de bons choix : le choix de bien s'alimenter, trier ses déchets mais aussi ses relations en fonction d'une sensibilité à des causes (sauvegarde de la planète, libération animale). L'individu-citoyen-consommateur ne croit pas en la possibilité d'une puissance collective hors des cadres de cette même socialité primaire limitée, encouragée par des petites politiques municipales et nationales. C'est pour lui mieux que rien parce qu'il sait qu'il n'a aucun impact sur le cours général des choses, mais il ne le supporte pas et il croit faire ainsi quelque chose d'ordre public, alors que la voie politique ne lui apparaît plus comme transformatrice.

Toutes les tendances écologistes, quelles que soient leurs orientations, prétendent proposer la « véritable politique écologique », celle qui tient compte du plus grand nombre de données scientifiques et techniques et qui contient les « véritables » et « complètes » solutions aux problèmes « environnementaux ».

Comme leurs concurrentes, ces politiques écologiques visent toutes à accélérer la formation d'un individu hors sol qui consomme, jouit ou subit une idée, une représentation, une imagerie de la nature extérieure dont il est définitivement séparé. Dans la société capitalisée, il ne peut donc pas exister une « véritable politique écologique » puisque justement l'« écologie politique », c'est le résultat de cette autonomisation. Ce qui peut être analysé et interprété, c'est une critique de l'écologie

comme processus politique d'autonomisation du rapport à la nature extérieure.

Un géographe comme Philippe Pelletier utilise les termes de *naturalisation du social* pour démontrer, en s'appuyant sur des logiques locales de territoire, comment des destructions de zone de logement ou d'activité urbaine liés à des évènements climatiques sont renvoyées à des causes naturelles alors qu'ils relèvent bien souvent de décisions et de rapports de pouvoir par lesquels par exemple des élus ont délivré des permis de construire sur des zones inondables[11]. C'est ainsi que l'écologie gestionnaire naturalise les problèmes sociaux en les réduisant à des contraintes environnementales.

Un rapport à la nature extérieure piloté par le GIEC ?

La source officielle qui décrète l'« urgence climatique » est le GIEC. Tel que défini par Wikipédia, le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) est une organisation internationale chargée d'évaluer l'ampleur, les causes et les conséquences du changement climatique. Il rassemble 195 États membres et s'articule autour de trois groupes de travail, composés de chercheurs, d'experts d'ONG et du secteur privé. Leur mission consiste à analyser la littérature scientifique existante pour en dégager des consensus sur l'état des connaissances et produire un rapport à partir de travaux qui évaluent et synthétisent toutes les informations (scientifiques, techniques et socio-économiques) liées à l'évolution du climat ; tous les 6 ou 7 ans, le GIEC publie un rapport sur l'évolution du changement climatique.

Le volume du VI^e^ rapport étant considérable (plus de 3000 pages), chacun des trois volets du rapport se compose de 3 documents : *full report*, un résumé technique (*technical summary*) et un résumé pour décideurs *(Summary for Policymakers).* C'est là que s'exerce le niveau supérieur de gestion du capital sous la forme de longues tractations entre les États

11 – Philippe Pelletier, *L'anarchie des météores, une analyse savante et critique de la question climatique,* Éditions du Monde libertaire, 2025.